

Sous-commandant Marcos

Sept considérations de mai 2003

Le sous-commandant Marcos a fait parvenir pour publication à la rédaction de ContreTemps ce texte de mai 2003, à paraître simultanément dans la revue mexicaine Rebeldia et dans plusieurs revues européennes ou latino-américaines.

Au fur et à mesure que se détériorent les plans du pouvoir et que les grandes entreprises de communication titubent entre le ridicule et les tragédies promues par la classe politique mondiale, en bas, dans les grandes fondations de la chance-lante Tour de Babel moderne, les mouvements ne cessent, fût-ce de manière balbutiante, de reprendre la parole et de se retrouver dans leur miroir pour mieux aller au-delà de leur propre reflet. Tandis qu'en haut on édicte une politique des rendez-vous manqués, dans les catacombes du monde, les autres se retrouvent eux-mêmes et découvrent l'autre qui, pour être différent, n'en est pas moins un autre « d'en bas. » (l'idée selon laquelle le mouvement zapatiste retrouve la capacité d'être *espejo e cristal* est une idée typiquement zapatiste. Presque intraduisible elle signifie que le mouvement parvient à refléter et à transmettre en même temps l'image sans aucune distorsion : *espejo* (miroir) parce qu'il reflète celui qui le regarde ; et *cristal* parce qu'il s'agit d'une fenêtre pour voir l'autre. NdT)

Partie prenante de cette reconstruction d'une parole réflexive ouverte à la compréhension de l'autre, l'armée zapatiste de Libération nationale (EZLN) a renoué le dialogue avec les mouvements et les organisations sociales et politiques du monde. En commençant pas nos frères et sœurs du Mexique, d'Italie, de France, d'Allemagne, de Suisse, de l'État espagnol, d'Argentine, des États-Unis, il s'agit d'élaborer un ordre du jour commun de discussions. Nous ne prétendons pas parvenir à des accords politiques et programmatiques, ni nous aventurer dans une nouvelle mouture d'Internationale. Il ne s'agit pas davantage d'unifier nos concepts théoriques, mais de trouver et/ou de construire des points communs de débat. De construire en somme des images théoriques et pratiques qui puissent être vues et vécues selon des angles différents.

Comme contribution à cet effort de rencontre, l'EZLN présente aujourd'hui ces sept considérations. Les inscrire dans un horizon spatial et temporel précis signifie reconnaître nos limites théoriques et pratiques, et celles surtout de

notre vision universelle. C'est notre première contribution à un programme mondial de discussion.

Nous remercions la revue mexicaine *Rebeldia* qui a ouvert ses colonnes à ces pensées. Nous remercions également les publications qui, en Italie, en France, dans l'État espagnol, aux États-Unis et en Amérique latine en font de même.

I. Théorie

On oublie souvent la part de la théorie et de l'analyse théorique dans les mouvements sociaux et politiques. Bien sûr, ce qui semble évident dissimule généralement un problème : en ce cas, celui des effets d'une théorie sur une pratique et le rebond théorique de cette pratique. Le problème de la théorie est aussi celui de savoir qui produit cette théorie. Je ne confonds pas la notion de théorie ou d'analyse théorique avec celle d'intellectuel. Cette dernière est plus large. Le théoricien est un intellectuel, mais tout intellectuel n'est pas un théoricien.

L'intellectuel (par conséquent, aussi, le théoricien) se sent autorisé à opiner sur les mouvements. Ce n'est même pas un droit, c'est un devoir. Certains intellectuels vont plus loin et se transforment en « nouveaux commissaires politiques » de la pensée et de l'action. Ils distribuent les bons et les mauvais points. Leur « jugement » a cependant à voir avec le lieu où ils se trouvent et avec celui auquel ils espèrent accéder.

Nous, nous pensons qu'un mouvement ne doit pas « rendre » les jugements dont il fait l'objet, en classant les intellectuels en bons et mauvais, selon la manière dont ils apprécient le mouvement. L'anti-intellectualisme n'est rien d'autre qu'une auto-apologie inconsciente caractéristique de la puberté d'un mouvement.

Nous croyons, quant à nous, que la parole laisse des traces, que les traces indiquent une direction, que la direction implique des choix et des engagements. Ceux qui prennent la parole pour ou contre un mouvement n'ont pas seulement le droit de l'énoncer, mais aussi de « l'éprouver » en réfléchissant à ses objectifs : « Pour quoi ? » et « Contre quoi ? » sont des questions qui doivent toujours accompagner la parole. Non point pour l'édulcorer ou pour en réduire la portée, mais pour la compléter et pour la rendre effective, pour qu'elle devienne audible par celui ou celle à qui elle est destinée.

Produire de la théorie à partir d'un mouvement social, ce n'est pas la même chose que de le faire à partir d'une position académique. Je n'emploie pas le terme « académique » dans un sens aseptique d'objectivité scientifique (au demeurant inexistante), mais seulement pour indiquer un espace de réflexion et de production intellectuelle « extérieur » au mouvement. Extérieur ne veut pas dire qu'il n'y ait pas « d'empathie » ou « d'antipathie », mais que cette pro-

duction intellectuelle ne vient pas du mouvement lui-même, elle lui est appliquée. Ainsi, l'analyste académique évalue et juge les bons et les mauvais côtés, les succès et les échecs des mouvements passés et présents, et il risque des prophéties sur les voies et les destinées.

Certains analystes académiques aspirent parfois à diriger un mouvement. Autrement dit, ils prétendent que le mouvement doit suivre leurs directives. Le reproche fondamental de l'académique est alors que le mouvement ne lui « obéit » pas, de sorte que toutes ses « erreurs » viendraient fondamentalement de ce qu'il ne perçoit pas clairement ce qui est évident pour l'académicien. L'amnésie et la malhonnêteté s'insinuent souvent (pas toujours) chez ces analystes de bureau. Un jour, ils disent une chose et prédisent quelque chose, le jour suivant arrive le contraire ; mais l'analyste a perdu la mémoire et se met à théoriser en oubliant ce qu'il disait la veille. C'est, de plus, malhonnête parce qu'il ne se donne pas la peine de respecter ses lecteurs ou ses auditeurs. Il ne dira jamais : « Hier, j'ai dit ceci et ce n'est pas arrivé, ou il s'est passé le contraire, je me suis trompé. » Tout au jour d'aujourd'hui, le théoricien de bureau en profite pour oublier. Dans la théorie, cet académique produit l'équivalent d'une nourriture avariée de l'intellect qui sustente mais ne nourrit pas. Certains mouvements justifient parfois leur spontanéisme en se plaçant sous le parrainage théorique de l'académie. La solution est alors plus préjudiciable encore. Si l'académie se trompe, elle « oublie » ; si le mouvement se trompe, il se brise. Il arrive que la direction d'un mouvement cherche une « couverture théorique », autrement dit une manière de donner à sa pratique un semblant de cohérence, et qu'il demande à l'académie de la lui fournir. Dans ce cas, la théorie n'est rien d'autre qu'une apologie acritique et quelque peu rhétorique. Nous, nous pensons qu'un mouvement doit produire sa propre réflexion théorique (à ne pas confondre avec sa propre apologie). Elle peut assimiler, chose impossible pour un théoricien de bureau, la propre pratique formatrice de ce mouvement. Nous, nous préférons écouter et discuter avec ceux qui analysent et réfléchissent théoriquement dans et avec les mouvements et les organisations, et non pas en dehors, ou, ce qui est pire, sur le dos de ces mouvements. Bien sûr, nous nous efforçons d'écouter toutes les voix et de prêter attention non à ceux qui en sont porteurs, mais aux lieux d'où ils parlent.

Dans nos réflexions théoriques, nous parlons de ce que nous percevons à l'état de tendances, et non comme des faits accomplis ou inévitables. Des tendances qui ne sont pas encore devenues homogènes ou hégémoniques, mais qui peuvent (et doivent) être inversées. Notre réflexion théorique, en tant que zapatistes, ne s'applique pas à nous-mêmes, mais à la réalité dans laquelle nous évoluons. Elle est, de plus, relative et limitée dans le temps, dans l'espace, dans ses concepts et dans la structure de ces concepts. C'est pour-

quoi nous refusons toute prétention à l'universalité et à l'éternité de ce que nous disons et faisons.

Les réponses aux questions sur le zapatisme ne se trouvent pas dans nos réflexions et dans nos analyses théoriques, mais dans notre pratique. Dans notre cas, cette pratique comporte une forte charge morale, éthique. Autrement dit, nous essayons (pas toujours avec succès, bien sûr) de développer notre action, non seulement en conformité avec une analyse théorique, mais aussi et surtout en accord avec ce que nous estimons être notre devoir. Nous nous efforçons d'être toujours conséquents. Peut-être sommes-nous des « pragmatiques » (ce qui est généralement une manière de dénigrer « une pratique sans théorie ni principes »). Les avant-gardes ressentent le devoir de diriger quelque chose ou quelqu'un (et en ce sens elles ont bien des similitudes avec les théoriciens de bureau). Elles se proposent de diriger, et elles y travaillent. Certaines sont même disposées à payer pour cela le prix des erreurs et des biais de leur actions politiques. L'académie, non.

Nous pensons que notre devoir est d'initier, de suivre, d'accompagner, de trouver et d'ouvrir des espaces pour quelque chose et pour quelqu'un, y compris pour nous-mêmes.

Un panorama, fût-il purement énumératif, des diverses résistances dans un pays donné ou à l'échelle de la planète, n'est pas un simple inventaire. Plus que des présents, il laisse entrevoir des futurs. Ceux qui font partie de ce paysage et de cet inventaire peuvent découvrir des choses que ceux qui additionnent en restant dans leurs bureaux de chercheurs en sciences sociales ne parviennent pas à percevoir, à savoir que l'important n'est pas celui qui chemine, ni son pas, mais le chemin, la direction, la tendance. Dans l'analyse, la discussion, la polémique, il ne s'agit pas seulement de comprendre ce qui arrive, mais aussi et surtout de s'employer à le transformer.

La réflexion théorique sur la théorie se nomme métathéorie.

La métathéorie des zapatistes, c'est notre pratique.

II. L'État-nation et la cité

Dans l'agonie programmée des États nationaux, c'est la classe politique qui avait le pouvoir de décision. Son Pouvoir qui prenait certes en compte les pouvoirs économique, idéologique et social, mais il conservait vis-à-vis d'eux, une autonomie relative. Cette autonomie relative lui donnait la possibilité de voir « plus loin » et de conduire les sociétés nationales vers le futur. Dans cet avenir, non seulement le pouvoir économique se maintenait comme pouvoir, mais il devenait plus puissant encore.

Dans l'art de la politique, le gouvernant, l'artiste de la cité, était alors un guide spécialisé, détenteur des sciences et des arts, y compris de l'art militaire. La

sagesse des gouvernants résidait dans l'usage adéquat des différents moyens de pilotage de l'État. Le recours plus ou moins important à ces différents moyens définissait le mode de gouvernement. L'équilibre entre l'administration, la politique et la répression, une démocratie avancée. Beaucoup de politique, peu d'administration et une répression masquée, un régime populiste. Beaucoup de répression et un degré de politique et d'administration, une dictature militaire.

Dans la division internationale du travail, aux pays capitalistes développés revenaient alors des gouvernants qui étaient des hommes (ou des femmes) d'État; aux pays du capitalisme déformé, revenaient les gouvernements de gorilles. Les dictatures militaires représentaient le vrai visage de la modernité: un visage bestial, souillé de sang. Les démocraties n'étaient pas simplement un masque de la brutalité, elles préparaient aussi les nations à une nouvelle étape où l'argent jouirait de meilleures conditions d'accumulation. La globalisation, autrement dit la mondialisation du monde, n'est pas seulement marquée par la révolution technologique digitale. La volonté internationaliste omniprésente de l'argent a trouvé les moyens et les conditions pour renverser les obstacles qui l'empêchaient d'accomplir sa vocation: imposer sa logique à la planète entière. Ces obstacles, les frontières et les États nationaux, ont connu et connaissent une nouvelle guerre mondiale (la Quatrième). Les États nationaux affrontent cette guerre sans ressources économiques, politiques, militaires, idéologiques, et, comme le montrent les guerres récentes et les traités de libre commerce, sans défenses juridiques.

L'histoire ne s'est pas achevée avec la chute du mur de Berlin et la désintégration du camp socialiste. Le nouvel ordre mondial demeure un objectif de bataille de l'argent; mais, sur le terrain, l'État national gît déjà, agonisant, en attendant de l'aide.

Nous appelons « société de pouvoir » le collectif dirigeant qui se substitue à la classe politique pour la prise des décisions essentielles. Il s'agit d'un groupe qui ne détient pas seulement le pouvoir économique et qui ne l'exerce pas seulement dans le cadre d'une nation. La société de pouvoir s'agrège organiquement (selon le modèle d'une société anonyme) et se constitue de manière à partager des objectifs et des méthodes. Y compris dans son procès de formation et de consolidation, « la société de pouvoir » tente de remplir le vide laissé par les États nationaux et par leurs classes politiques. Elle contrôle les organismes financiers (et au-delà des pays entiers), les moyens de communication, les corporations industrielles et commerciales, des centres éducatifs, des armées et des polices publiques et privées. La « société de pouvoir » aspire à un État mondial, à un gouvernement supranational, mais elle n'œuvrepas à sa construction.

La globalisation a été une expérience traumatisante, pour l'humanité bien sûr, mais surtout pour la société du pouvoir. Épuisée par l'effort pour passer sans transition des quartiers ou des communautés à l'*hyper-polis*, du local au global, tandis que prend forme le gouvernement supranational, la société du pouvoir se réfugie à nouveau dans l'État national défaillant. L'État national de la société du pouvoir conserve une vigueur qui s'apparente à celle de la schizophrénie. L'État-nation en offre dans les métropoles une sorte d'hologramme. Présenté pendant des décennies comme une garantie de stabilité, l'État-nation tend à s'éteindre, mais son hologramme subsiste, alimenté par les dogmes qui prétendent remplir le vide produit et entretenu par la mondialisation. La mondialisation du monde, dans le temps et dans l'espace, est une chose que le Pouvoir ne parvient pas à digérer. Les « autres » ne sont déjà plus « ailleurs », ils sont partout et à toute heure. Et, pour le pouvoir, l'autre est une menace. Comment faire face à cette menace? En brandissant l'hologramme de la nation et en présentant l'autre comme l'agresseur. L'argument de Bush pour justifier ses guerres en Afghanistan et en Irak n'a-t-il pas été que ces pays menaçaient « la nation américaine »? Mais, à part dans la réalité fabriquée sur mesure par CNN, les drapeaux qui ont été déployés à Kaboul et à Bagdad ne sont pas la bannière étoilée, mais les étendards des grandes firmes multinationales.

Dans l'hologramme de l'État nation, l'illusion type de la modernité, c'est-à-dire « la liberté individuelle » est prisonnière d'une prison qui, pour n'être pas globale, n'en est pas moins oppressive. L'individu est constitué de sorte que l'image des « héros » d'antan ne puisse même plus offrir la moindre espérance de dépassement. Le « self-made man » n'existe plus et, puisqu'il n'est guère concevable de parler de « self-made firme », l'attente sociale part à la dérive. Où est désormais l'espérance? Revenir à la dispute pour le contrôle de la rue ou du quartier? La fragmentation atteint un tel degré que même ces unités élémentaires ont perdu toute stabilité. Le foyer familial? Où et comment? Si la télévision est entrée en reine par la porte principale, l'internet a fait irruption comme un golpiste dans la brèche de l'espace cybernétique. Ces derniers temps, chaque maison de la planète a été envahie par les troupes britanniques et américaines qui ont occupé l'Irak.

L'État-nation qui s'attribue le titre de « main divine de Dieu » (c'est-à-dire les États-Unis d'Amérique) n'existe qu'à la télévision, à la radio, dans certains journaux et revues..., et au cinéma. D'après l'usine à rêves des grands consortiums médiatiques, les présidents sont intelligents et sympathiques, la justice finit toujours par triompher, la communauté renverse le tyran, la rébellion répond à l'arbitraire, et ils « vivront heureux » est toujours le dénouement promis à la société nationale. Dans la réalité, il en va tout autrement.

Où sont donc les héros de l'invasion de l'Afghanistan ? Où sont ceux de l'occupation de l'Irak ? Je veux dire que le 11 septembre 2001 a eu ses héros : les pompiers et les citoyens de la ville de New York qui ont travaillé à secourir les victimes du délire messianique. Mais ces héros réels ne sont pas utiles au pouvoir. C'est pourquoi ils ont vite été oubliés. Pour le pouvoir, le « héros », c'est celui qui conquiert (détruit) et non celui qui sauve (construit). L'image du pompier couvert de cendres, creusant dans les décombres des tours jumelles, a vite été remplacée par celle du char d'assaut renversant la statue de Saddam à Bagdad.

La *polis* moderne (j'utilise ce terme de *polis* au lieu de cité pour marquer la référence à un espace urbain de relations économiques, idéologiques, culturelles, religieuses et politiques) ne garde de la *polis* classique selon Platon que l'image superficielle des brebis (le peuple) et du berger (le gouvernement). Mais la modernité a complètement bouleversé cette image platonicienne. Il s'agit aujourd'hui d'un complexe industriel : certaines brebis sont tondues et d'autres sacrifiées pour de la nourriture ; celles qui sont « malades » sont isolées, éliminées, et brûlées pour éviter qu'elles ne contaminent le troupeau.

Le néolibéralisme s'est présenté comme l'administration efficace de ce mélange d'abattoir et de corral qu'est la *polis*, en prétendant que l'efficacité ne serait désormais possible qu'à la condition d'abolir les frontières de la *polis*, et de les étendre (par l'invasion) à toute la planète : l'*hyper-polis*.

Mais il apparaît que « l'administrateur » (le berger gouvernant) est devenu fou et qu'il a décidé de sacrifier toutes les brebis, bien que le maître ne puisse pas toutes les manger..., et bien qu'il ne reste plus alors de brebis à tondre, ni à sacrifier. Le vieux politique d'antan (je ne me réfère pas à celui d'avant Jésus-Christ, mais de la fin du xx^e siècle) se spécialisait dans la tâche de maintenir les conditions de croissance du troupeau et d'assurer qu'il y aurait des brebis pour telle et telle chose, et, de garantir que les brebis ne se révolteraient pas. Le néopolitique n'est plus un berger cultivé. C'est un loup stupide et ignorant (incapable même de se cacher derrière la patte d'une brebis), qui se contente de manger la part de troupeau qu'on lui accorde, mais il a renoncé à ses devoirs fondamentaux. Le troupeau ne tardera donc pas à disparaître..., ou à se rebeller. Peut-on concevoir qu'il ne s'agit plus d'humaniser le corral-usine-abattoir de la *polis* moderne, mais plutôt d'anéantir sa logique, de s'arracher la peau de brebis, et de découvrir que le berger-boucher-tondeur est devenu non seulement inutile, mais carrément gênant ?

La logique des États-nations était, à grands traits : qu'une *polis*-cité regroupe un territoire (et non l'inverse), qu'une province regroupe une série de *polis*, une nation une série de provinces. La cité-*polis* était donc la cellule de base de la nation-État et la *polis*-capitale imposait sa logique au reste des *polis*.

Il existait alors une espèce de cause commune, un ou plusieurs éléments qui unifiaient organiquement la *polis*, tout comme il existait des éléments qui agglutinaient l'État-nation (le territoire, la langue, la monnaie, le système juridique-politique, la culture, l'histoire, etc.). Ces éléments ont été érodés et dynamités (souvent au sens propre) par la globalisation. Mais qu'advient-il de la *polis* dans la débâcle actuelle (jusqu'à la quasi-disparition) de l'État-nation ? Et qu'est-ce qui est premier, de la débâcle de l'État-nation ou de celle de la *polis* ? Peu importe, pour ce que j'ai à dire ici, que la fragmentation (et, à la fin, la disparition tendancielle) de l'État national résulte de la fragmentation de la *polis*, ou l'inverse. Ce n'est pas mon problème.

Comme pour l'État-nation, faisant la cohésion de la *polis* s'est décomposé. Chaque *polis* n'est plus qu'un puzzle désordonné et chaotique, une superposition de *polis* non seulement différentes, mais souvent contradictoires entre elles.

Le pouvoir de l'argent exige un espace spécial, qui soit non seulement le miroir de sa grandeur et de sa bienfaisance, mais qui en plus le protège des autres *polis* (celles des « autres »), qui l'encerclent et la menacent. Ces « autres » *polis* ne ressemblent pas aux communautés barbares d'antan. La *polis* de l'argent tente de les incorporer à sa logique, en même temps qu'elle doit se faire craindre d'elles.

Où existait jadis un État-nation, il n'y a plus désormais qu'une accumulation désordonnée de *polis*. Les *polis* de l'argent qui existent dans le monde sont les « maisons » de la « société du pouvoir ». Bien sûr, là où naguère un système juridique et institutionnel régulait la vie interne des États-nations et les relations entre eux, il n'y a désormais plus rien. Le système juridique international est obsolète. Sa place est occupée par le système « juridique » spontané du capital : la concurrence brutale et effrénée par tous les moyens, et entre autres, par la guerre.

Que sont les programmes de sécurité publique des cités, sinon la protection de ceux qui ont tout, contre ceux qui n'ont rien ? *Mutatis mutandis*, les programmes de sécurité nationale ne sont déjà plus nationaux (contre d'autres nations), ils sont contre tout et partout. L'image de la cité assiégée (et menacée) par une ceinture de misère, et l'image de la nation agressée par d'autres pays ont commencé à se modifier. La pauvreté et la dissidence (ces « autres » qui n'ont pas le bon goût de s'effacer) ne sont déjà plus à la périphérie, mais dans presque toutes les zones urbaines et à l'intérieur même des pays. Ce que je veux souligner, c'est que la réorganisation des gouvernements de la *polis*, comme les tentatives de réorganisation nationale, sont inutiles. Ce dont il s'agit, plutôt que d'une remise en ordre, c'est en effet d'isoler les « fragments nocifs » et d'amortir l'impact de leurs revendications, luttes, et résistances à la *polis* de l'argent.

Qui gouverne la cité administre seulement le procès de fragmentation de la *polis*, en attendant d'administrer le procès de fragmentation national. Avec la privatisation des espaces urbains, la *polis* est devenue un espace anarchique d'ilôts. La coexistence n'y est possible qu'entre un petit nombre uni par une peur commune de l'autre. Vivent les rues privées ! Viendront ensuite les quartiers privés, les villes, les provinces, les nations, le monde entier... Tout privatisé, autrement dit, tout isolé et protégé de l'autre. Mais le voisin prospère lui-même sera bientôt perçu lui aussi comme un « autre ».

Ce que la guerre nucléaire n'est pas parvenue à faire, les entreprises peuvent y réussir : tout détruire, y compris ce qui leur apporte la richesse. Un monde où n'existe plus aucun monde, pas même le leur. Tel est le projet de l'hyper-*polis* qui s'élève déjà sur les ruines de l'État-nation.

III. La politique

N'y a-t-il déjà plus de causes nationales susceptibles de rassembler la *polis*, les nations, les sociétés ? Ou bien n'y a-t-il plus d'hommes politiques capables d'incarner ces causes ? Le discrédit de la politique va bien au-delà. Il comporte une dimension de haine et de rancœur. Le citoyen ordinaire glisse, tendanciellement, de l'indifférence face aux turpitudes de la classe politique, à un rejet qui revêt des formes de plus en plus expressives. Le troupeau résiste à la logique nouvelle. Le politique d'antan définissait un but commun. Le politique moderne essaie de le faire et il échoue. Pourquoi ? Peut-être parce qu'il entretient lui-même son discrédit, ou plutôt parce qu'il n'a pas seulement prostitué une cause, il a prostitué l'action politique elle-même.

Manquant de référence réelle, la classe politique moderne se fabrique un hologramme, non pas à la mesure de ses aspirations, mais à la mesure de son quotidien : qui gère un village n'a pas renoncé à gérer une ville, une province, une nation, le monde entier, mais son présent est seulement déterminé par l'horizon de son village. Et il faut attendre les prochaines élections pour franchir un autre pas. Si, auparavant, l'État-nation offrait la possibilité de « voir plus loin », de projeter les conditions nécessaires au capital pour se reproduire *crescendo* et pour surmonter ses crises périodiques, la destruction de ses bases fondamentales ne lui permet plus désormais de remplir cette tâche.

Le « navire » social va à la dérive, et le problème ne se réduit pas à l'absence de capitaine compétent. Il semble que le gouvernail ait été volé et qu'il soit introuvable. Si l'argent a servi de dynamite, les « ouvriers » de cette démolition furent les politiques eux-mêmes. En détruisant les bases de l'État national, la classe politique traditionnelle a également détruit son propre alibi : les athlètes tout-puissants de la politique se retrouvent surpris et incrédules : un

commerçant novice, sans la moindre idée de l'art de l'État, les a supplantés sans même avoir à les vaincre.

Cette classe politique traditionnelle est incapable de reconstruire les bases de l'État national. Elle se contente de se nourrir des dépouilles des pays, et de se gaver. Pendant qu'elle engraisse, le maître de l'argent l'attend à la table...

La liberté de marché a connu une terrible métamorphose : tu es libre, désormais, de choisir à quel centre commercial tu vas faire tes courses, mais l'étal est le même, ainsi que la marque du produit. La liberté illusoire originaire, soumise à la tyrannie de la marchandise, « offre libre et demande libre », est devenue anémique. Les fondements de la démocratie occidentale ont volé en éclats. Sur ses décombres se déroulent encore des campagnes électorales. La pyrotechnie électorale brille haut dans le ciel, mais elle ne parvient même plus à illuminer les décombres qui englobent l'action politique.

La colonne vertébrale de l'action gouvernementale, la raison d'État, est elle aussi devenue caduque. C'est désormais la raison de marché qui commande la politique. Pourquoi employer des hommes politiques, si les « mercadologues » comprennent mieux à présent la nouvelle logique du pouvoir ?

Le politique, autrement dit le professionnel de l'État, a été remplacé par le gérant. La vision de l'État s'efface ainsi devant la mercatique (le gérant n'est plus qu'un contremaître d'antan : il croit dur comme fer que le succès de l'entreprise est son propre succès), et l'horizon rétrécit, non seulement en distance, mais aussi en volume. Les députés et les sénateurs ne font déjà plus les lois. C'est la tâche des lobbies, des conseillers et des consultants.

Veufs et orphelins, les politiques traditionnels, et leurs intellectuels se gominent les cheveux (ceux qui leur restent) et cherchent de nouvelles hardes à offrir sur le marché aux idées. C'est inutile : il y a déjà là plus de vendeurs qu'il n'en faut, et pas d'acheteurs. Appeler la classe politique traditionnelle à la rescousse en tant « qu'alliée » dans les luttes de résistance, c'est un bon exercice... de nostalgie. En appeler aux néopolitiques, c'est un symptôme de schizophrénie. Il n'y a là rien à attendre, à moins qu'il ne s'agisse de jouer à faire comme si on y pouvait quelque chose.

Il y en a qui croient encore que le gouvernail existe encore, et qui se le disputent, convaincus qu'il doit bien être quelque part. Et il y a ceux qui conçoivent leur île, non comme un refuge d'autosatisfaction, mais comme une barque pour partir à la rencontre d'une autre île, et encore d'une autre...

IV. La guerre

Dans le stress postmoderne de la « société de pouvoir », la guerre est une sorte de divan. La catharsis de mort et de destruction soulage, mais ne soigne pas. Les crises actuelles sont pires que celles d'antan, et, à la fin, la manière

radicale dont le pouvoir les résout par la guerre est également pire que celle d'antan.

La plus grande escroquerie de l'histoire de l'humanité, la globalisation, n'a même plus aujourd'hui la délicatesse de chercher à se justifier. Des milliers d'années après l'apparition de la parole et de l'argumentation rationnelle, la force joue à nouveau un rôle décisif et décisoire.

Dans l'histoire de la consolidation du pouvoir, la convivialité humaine s'est transformée en simple coexistence guerrière. Le rapport dominant-dominé détermine désormais la communauté mondiale et il constitue comme le nouveau critère « d'humanité », y compris pour les fragments épars de la société globale.

Le vide laissé par les hommes d'État est rempli par les gérants et les carriéristes ; mais, dans l'ordre apparent du capital, les militaires d'entreprise (cette génération nouvelle qui ne se contente pas de lire et d'appliquer Sun Tzu, mais dispose des moyens matériels de réaliser ses mouvements et ses manœuvres) intègrent la guerre militaire (et non seulement les guerres économiques, idéologiques, diplomatiques, psychologiques) à leur stratégie de marché.

La logique du marché (toujours davantage de profits et à tout prix) s'impose à la vieille logique de guerre (détruire la capacité de combat de l'adversaire). La législation internationale devient alors un obstacle qui doit être ignoré ou détruit. Le temps des justifications plausibles est révolu. On ne se soucie même plus de justifications morales, voire « politiques », de la guerre. Les institutions internationales deviennent des monuments inutiles et coûteux.

Pour la société du pouvoir, l'être humain est soit un client, soit un délinquant. Pour séduire le premier et éliminer le second, le politique donne un masque légal à la violence illégitime du pouvoir. La guerre n'a plus besoin de lois pour la légitimer ou pour la cautionner ; il suffit que les politiques la déclarent et signent les ordres. Les États-Unis se sont attribué le rôle de « police » de l'*hyper-polis* ; il faudrait se demander quel est l'ordre qu'ils prétendent ainsi maintenir, quelle propriété ils sont censés défendre, quels délinquants ils entendent punir, et quelle est la loi qui donne sa cohérence à leur action. Autrement dit : qui sont ces « autres » dont ils prétendent protéger la société du Pouvoir ?

Il n'y a pire général, pour mener une guerre, qu'un militaire. C'est pourquoi les grands stratèges d'antan, ceux qui gagnaient les guerres et non ceux qui combattaient sur le champ de bataille, c'étaient des politiques, des hommes d'État. Mais, s'il n'y en a plus, qui donc dirige la bataille actuelle pour la conquête du monde ? Je doute que quiconque puisse prétendre raisonnablement que Bush ou Rumsfeld ont dirigé la guerre en Irak.

Ceux qui dirigent sont ou ne sont pas des militaires. S'ils le sont, le résultat ne tardera pas à apparaître. Car le militaire n'est pas satisfait, jusqu'à ce qu'il ait

anéanti son adversaire. Totalemment. Non seulement jusqu'à ce qu'il l'ait défait, mais qu'il l'ait fait disparaître, achevé, liquidé. Ainsi, la solution à la crise n'est que le prélude à une crise plus grave encore, à une horreur qu'on ne saurait dire avec des mots.

Et, si ce ne sont pas les militaires, qui donc dirige ? On pourrait répondre : les firmes. Mais ces dernières ont des logiques qui s'imposent à celles des individus et les déterminent. Comme un être doué de vie et d'intelligence propres, l'entreprise sélectionne ses membres pour aller dans un sens déterminé. Lequel ? Celui du profit. Suivant cette logique, l'argent va là où il escompte les meilleures conditions d'un profit rapide, croissant, et régulier.

Le résultat de la guerre en Irak résoudra-t-il la crise que connaissent les grandes firmes ? Non, du moins pas dans l'immédiat. L'effet de diversion d'un conflit par rapport aux attentes d'un État-nation-aspirant-à-être-suprational dure ce que dure un spot télévisé.

« Bon, nous avons gagné en Irak ! », dirent les citoyens étasuniens. « Et après ? une autre guerre ? où ça ? est-ce là le nouvel ordre mondial ? une guerre de tous les côtés et à toute heure, interrompue seulement le temps des annonces publicitaires ? »

V. La culture

Prostrée sur le divan de la guerre, la société du pouvoir confesse ses complexes et ses fantasmes. Les uns et les autres ont bien des noms, bien des visages, mais ils ont un dénominateur commun : « l'autre ». Cet « autre » qui, jusqu'à l'ère de la globalisation, était éloigné dans le temps et dans l'espace, mais que la construction désordonnée de l'*hyper-polis* a introduit dans l'arrière-cour de la société du pouvoir.

La culture de l'autre devient un miroir odieux. Non parce qu'elle renverrait l'image de la cruauté inhumaine du pouvoir, mais parce qu'elle raconte l'histoire de l'autre. Cet autre, dont la singularité ne dépend pas seulement du « je » du pouvoir, mais qui a sa propre histoire et sa propre grandeur, qui ne s'est même pas rendu compte de l'existence de ce « je » et qui n'a même pas envisagé son apparition.

Dans la société du pouvoir, l'échec de la convivialité, l'incapacité d'exister en collectivité, se cache derrière la réussite individuelle. Cette dernière cache à son tour le fait qu'elle n'est possible que par la destruction de l'autre, de l'être collectif. Pendant des décennies, dans l'imaginaire du pouvoir, le collectif a tenu le rôle du mal, arbitraire, irascible, cruel, implacable. Dans la nouvelle « Bible » du pouvoir (qui ne prêche plus la rédemption mais la soumission), l'autre a le visage du rebelle Luzbel qu'il faut expulser du nouveau paradis. En lieu et place de l'épée flamboyante, les « bombes propres ».

Le visage de l'autre, c'est sa culture. C'est sa différence. La langue, les croyances, les valeurs, les traditions, les histoires, deviennent une sorte de corps collectif d'une nation qui lui permettent de se distinguer des autres, et d'entrer en relation avec elles à partir de cette différence. Une nation sans culture est une entité sans visage, sans yeux, sans oreilles, sans nez, sans bouche, et sans cerveau. Détruire la culture de l'autre, c'est la façon la plus sûre de l'éliminer. Le pillage des richesses culturelles de l'Irak n'a pas été le résultat d'une inattention ou d'un désintérêt de la part des troupes d'occupation. Ce fut une autre forme d'action militaire en situation de guerre. Dans les grandes guerres, les grands tyrans génocidaires consacrent à la destruction culturelle des efforts particuliers. La phobie de la culture, commune à Hitler et à Bush, ne vient pas de ce qu'ils présentent des symptômes communs de folie. La similitude tient aux visées de mondialisation qui ont animé le premier et qui inspirent le second. La culture est l'une des rares choses qui survivent encore de l'État national. L'élimination de cette culture sera le coup de grâce. Personne n'assistera aux funérailles. Non par manque de connaissance, mais par manque de « *raiting* ».

VI. Manifestes et manifestations

L'acte de guerre fondateur du nouveau siècle, ce n'est pas l'effondrement des tours jumelles, et ce n'est pas davantage la chute sans grâce de la statue de Saddam Hussein. Le XXI^e siècle commence par un « Non à la guerre » globalisé, qui renvoie l'humanité à son essence et la rassemble dans une même cause. Comme jamais auparavant dans l'histoire de l'humanité, la planète a été secouée par ce « Non ».

D'intellectuels de toutes sortes, jusqu'aux habitants illettrés de recoins ignorés de la terre, ce « non » est devenu un lien unissant les communautés, les villages, les villes, les provinces, les pays, les continents. De manifestes en manifestations, il exprime la revendication de la raison face à la force. Bien qu'il se soit partiellement éteint avec l'occupation de Bagdad, son écho est porteur d'espérance plus que d'impuissance. Pourtant, certains se sont placés sur le terrain théorique et ont échangé la question – « Que faire pour empêcher la guerre ? » – contre cette autre : « Où aura lieu la prochaine invasion ? » Certains prétendent ingénument que la déclaration du gouvernement étasunien, selon laquelle rien ne sera entrepris contre Cuba, prouve qu'il n'y a pas à craindre une action militaire nord-américaine contre l'île des Caraïbes. Le désir du gouvernement nord-américain d'envahir et d'occuper Cuba est pourtant bien réel, et c'est déjà bien plus qu'un désir. Ce sont déjà des plans, des routes, des rythmes, des contingents, des étapes, des objectifs partiels et échelonnés. Cuba ne représente pas seulement un territoire à conquérir. C'est surtout un affront. Une bosse intolérable sur la luxueuse voiture de la moder-

nité néolibérale. Et les marines sont des tauliers. Si ces plans se concrétisent, on verra bien, comme c'est actuellement le cas en Irak, que le but n'était pas de renverser monsieur Castro Ruz, et même pas d'imposer un changement de régime. L'invasion et l'occupation de Cuba (ou de tout autre point de la géographie planétaire) n'a nul besoin des intellectuels « surpris » des actions de l'État national (peut-être le dernier du genre en Amérique latine) pour le contrôle intérieur. Si le gouvernement nord-américain ne s'est pas ému plus que ça du timide désaveu de l'ONU et des gouvernements du premier monde, et si la condamnation explicite de millions d'êtres humains sur la planète ne l'ont guère ébranlé, les paroles de réprobation ou d'encouragement des intellectuels ne le retiendront, ni ne le pousseront (à propos de Cuba : on a eu récemment connaissance de l'action « héroïque » de soldats israéliens qui ont exécuté un Palestinien de dix-sept ans d'un tir dans la nuque ? Cela a-t-il suscité la moindre déclaration ou pétition indignée ? Horreur sélective ? Coup de fatigue du cœur ? Ou bien le « nous condamnons d'où qu'il vienne et de qui que ce soit » suffit-il à inclure une fois pour toutes les actes de terreur infligés à ceux d'en bas par ceux d'en haut ? Suffit-il de dire « non » une fois ?). Les protestations, si massives soient-elles, à l'intérieur de l'Union américaine ne l'empêcheront pas davantage.

Je veux dire : NE SUFFIRONT PAS.

La capacité de résistance de l'agressé, son adresse à combiner les formes de résistance, et – ce qui peut paraître subjectif – la détermination des êtres humains agressés, constituent un élément décisif. Qu'il s'agisse de la Syrie, de Cuba, de l'Iran, ou des montagnes du Sud-Est mexicain, le territoire visé par la conquête devrait donc devenir un territoire en résistance. Je ne me réfère pas à la quantité de tranchées, d'armes, de pièges, de systèmes de sécurité, sans aucun doute nécessaires, mais à la détermination (certains parleraient du « moral ») à résister.

VII. La résistance

Les crises précèdent la prise de conscience de leur existence. Mais la réflexion sur les résultats ou les issues de ces crises se transforment en actions politiques. Le rejet de la classe politique n'est pas un refus de l'action politique, mais une autre manière de la concevoir. Le fait qu'à l'horizon fort limité de l'agenda du pouvoir, n'apparaissent pas encore une nouvelle forme de faire de la politique ne signifie pas que cette forme ne soit pas déjà en marche, dans quelques ou dans plusieurs fragments de la société de par le monde.

Toutes les résistances, dans l'histoire de l'humanité, ont paru inutiles, non seulement la veille, mais le jour même de l'agression ; mais, paradoxalement, le temps joue en leur faveur, si elles savent le gérer. Nombre de statues pour-

ront être renversées ; mais si la détermination subsiste, de génération en génération, le triomphe de la résistance est possible. Il n'y aura pas de date précise, ni de défilés fastueux, mais le délabrement prévisible d'un appareil qui a fait de sa propre machinerie le but de l'ordre nouveau, finira par être total. Je ne suis pas en train de prêcher une espérance creuse, mais de rappeler seulement un peu de l'histoire mondiale, et, pour chaque pays, un peu de l'histoire nationale. Nous allons vaincre, non parce que ce serait notre destin, ou parce que ce serait écrit dans nos bibles rebelles et révolutionnaires, mais parce que nous travaillons et luttons pour y arriver.

Il faut pour cela un peu de respect de l'autre qui persiste dans son être autre ; et beaucoup d'humilité pour se rappeler qu'il y a beaucoup à apprendre de cet autre ; et beaucoup de sagesse pour ne pas se contenter de copier, mais pour produire une théorie et une pratique débarrassées de l'arrogance des principes, qui sache explorer ses horizons et trouver les outils qui leur correspondent.

Il ne s'agit pas de consolider les statues existantes, mais d'œuvrer à un monde où les statues ne soient là que pour que les oiseaux puissent leur chier dessus. Un monde, où de nombreuses résistances aient leur place. Non pas une internationale de la résistance, mais un étendard polychrome, une mélodie polyphonique. Et si elle semble dissonante, c'est seulement parce que ceux d'en bas ne disposent pas encore de la partition où chaque note trouvera sa ligne, son volume, et surtout son lien avec les autres notes.

L'histoire est loin d'être terminée. À l'avenir, il sera possible d'exister ensemble, non grâce aux guerres qui prétendent imposer une domination sur l'autre, mais par tous ces « non » qui ont donné aux êtres humains, comme jadis dans la préhistoire, une cause commune et, à travers elle, une espérance : celle d'une survie de l'humanité contre le libéralisme.

Des montagnes du Sud-Est mexicain
Sous-commandant insurgé Marcos.

Traduit de l'espagnol par Samuel Liberman.

Lu d'ailleurs

Emmanuel Valat

Un autre Marx, après les marxismes
de Jean-Marie Vincent.

Lausanne, Éditions Page deux, 2001.

Ce livre de Jean-Marie Vincent rassemble une série de textes relatifs à Marx et au marxisme en général. Les plus anciens de ces textes datent des années 1980, les plus récents ont été écrits dans les dernières années. Le titre *Un autre Marx, Après les marxismes*, peut laisser croire qu'il s'agit ici de faire retour à Marx, en faisant fi des traditions qui se sont réclamées de lui. Cependant, l'ouvrage, divisé en deux parties d'égale dimension, présente justement en deuxième partie tout un ensemble de textes sur le marxisme regroupés sous le titre « les marxistes dans leurs pratiques ». La première partie est quant à elle intitulée « Marx, ce méconnu » et rassemble non seulement des textes sur Marx, mais aussi des textes sur la dialectique hégélienne, sur l'apport d'Engels, ainsi que sur Althusser. Il est dommage en ce sens, que ces différents titres soient parfois tant en décalage avec les textes qu'ils rassemblent, ce qui pourrait désorienter le lecteur. Pour autant on retrouve dans l'ensemble de ces textes la vivacité d'analyse que l'on connaît de Jean-Marie Vincent. On retrouve également les thèmes qui lui sont particulièrement chers comme ceux de fétichisme ou de valorisation. Dans ce livre, qui n'est en fin de compte qu'en partie sur Marx, est accordée une place importante à toute une tradition marxiste allant de Lukacs jusqu'à Lefebvre et Debord en passant par les théoriciens de l'école de Francfort. On peut ainsi situer ce livre dans la continuation des analyses que Jean-Marie Vincent a mené notamment dans *Fétichisme et Société*, dans *La Théorie critique de l'école de Francfort*, ou encore dans *Critique du Travail*.

On doit notamment à *Fétichisme et Société* (Anthropos, 1973, p. 258), cette citation de Korsch qui nous oriente tout à fait dans le domaine privilégié des analyses de Jean-Marie Vincent. En 1923, dans *Marxisme et philosophie*, Karl Korsch écrit à propos de la critique de l'économie politique, qu'elle « est tout autant une critique des formes de la conscience sociale propres à l'époque capitaliste qu'une critique de ses rapports matériels de production : c'est là un fait universellement reconnu ». Que la critique de l'économie politique soit entendue comme critique des rapports matériels de production, c'est ce qui